

La guerre d'Algérie et le militantisme étudiant



Eguzki Urteaga*

Cet article traite de l'influence exercée par la Guerre d'Algérie sur la trajectoire du militantisme étudiant. Si jusqu'au milieu des années 50 le militantisme étudiant se caractérisait par son apolitisme, imprégné de corporatisme, la Guerre d'Algérie provoquera sa politisation, avec l'engagement dans un combat anticolonial et nationaliste, puis sa surpolitisation, ce qui ne sera pas sans effet sur l'éclatement, la perte de représentativité et la moindre influence dudit militantisme

Mots Clés: Guerre d'Algérie. Militantisme étudiant. Nationalisme basque.

Artikulu honek, Aljeriako Gerrak ikasle militantismoaren bilakaeran ukan duen eragina jorratzen du. 50. hamarkada arte, ikasle militantismoaren ezaugarria korporatibismo ikutua zuen apolitismoa bazen, Aljeriako Gerrak, bere politizazioa dakar, borroka antikolonialista eta abertzalea garatuz. Politizazioa gainpolitizazioa bilakatuko da, militantismo horren eztandan, ordezkaritza galeran eta eragin faltan eragina ukanez.

Giltza-Hitzak: Aljeriako Gerra. Ikasleen militantzia. Euskal abertzaletasuna.

Este artículo trata de la influencia que tuvo la Guerra de Argelia en la trayectoria de la militancia estudiantil. Si, hasta mediados de los años 50, la militancia estudiantil estaba caracterizado por su apolitismo, impregnado con corporativismo, la Guerra de Argelia provocará su politización, con la entrada en acción en un combate anticolonial y nacionalista, y su sobrepolitización, lo que influirá en el estallido, la pérdida de representatividad y la menor influencia de dicha militancia.

Palabras Clave: Guerra de Argelia. Militancia estudiantil. Nacionalismo vasco.

*Univ. de Pau et des Pays de l'Adour. 29-31 Cours du Comte de Cabarrus. F-64100 Baiona/Bayonne. eguzki.urteaga@wanadoo.fr

INTRODUCTION

Cette recherche part du constat de l'absence ou, du moins, de la part infime des travaux consacrés aux rapports qu'entretiennent les militants étudiants et la guerre d'Algérie en France en général et au Pays Basque en particulier. En effet, les chercheurs ne s'y sont intéressés que de façon détournée et indirecte car, jusqu'à présent, les enquêtes consacrées au militantisme étudiant ont pris essentiellement deux formes. D'une part, à l'instar de l'ouvrage de Touraine¹, l'analyse s'est portée sur les mobilisations étudiantes dans un contexte de manifestations et de grèves comme ce fut le cas aussi bien en mai 1968 qu'en 1976. D'autre part, des sociologues se sont davantage penchés sur les syndicats étudiants en tant qu'organisations, d'où l'examen de leur fonctionnement et, en particulier, des dysfonctionnements et des rapports de pouvoir existant en leur sein. En somme, l'on a examiné les militants sous l'angle de la sociologie de l'action collective et de celle des organisations. Or, ce qui nous intéresse ici est bien de savoir quelle a été l'influence d'un événement majeur tel que la Guerre d'Algérie sur la trajectoire du militantisme étudiant, surtout au Pays Basque. Afin de répondre à cette question, différentes approches étaient disponibles, chacune d'entre elles illuminant une facette de cet objet comme autant de projecteurs éclairant chacun une partie de la statue.

La première approche privilégie une réflexion en termes de socialisation et de rôle militant. Plus exactement, durant leurs études, ces militants fortement marqués par la Guerre d'Algérie seraient dans une phase de cristallisation statutaire, dans un mouvement inachevé, fait de temps forts et de temps faibles, d'acquisition d'une place dans la société. Ils seraient des êtres en devenir. Ce qui nous amènerait à porter notre attention sur leurs années de jeunesse, précédant leur inscription, qui sont centrales dans la construction de leur identité sociale. Période durant laquelle sont confrontées les valeurs reçues, pour une part idéalisées au cours de l'enfance, et les valeurs directement expérimentées par l'individu lorsqu'il entre progressivement dans l'état de maturité.

Une seconde approche² insisterait plutôt sur l'origine sociale du militant étudiant qui détermine l'engagement dans la lutte anticoloniale, l'adhésion à une organisation et l'obtention de compétences militantes; sachant que par compétence, "il faut comprendre des façons de dire et de faire, des capacités à manipuler des symboles et les représentations, à utiliser des vocabulaires et à se situer par rapport à des croyances". Or, ces compétences sont différenciées car ces individus s'inscrivent dans des champs régis par des rapports de domination et de conflit. En somme, cette approche définit le militant qui s'engage par une origine sociale spécifique déterminant la possession de ressources qui fixe à son tour les chances d'accéder aux différents biens symboliques et de prendre une part active contre ladite guerre.

1. Touraine, A. et al., *Lutte étudiante*. Paris, Seuil, 1978.

2. Bourdieu, P.; Passeron, J.-C., *Les héritiers. Les étudiants et la culture*. Paris, Minuit, 1964.

Une troisième approche fonde ses interprétations sur la complexité et la fluctuation du rapport qu'entretiennent ce militantisme avec la Guerre d'Algérie. Cette approche associe l'acteur et le système ne se contentant guère d'une perspective externaliste et objective des militants étudiants. Elle tente également de rendre compte de la manière dont ils vivent et perçoivent cet événement et ses répercussions. En outre, elle a comme avantage de se pencher sur leur présent et non uniquement sur leur passé qu'il soit social, scolaire ou militant. Enfin, elle privilégie les processus en accordant une place de choix aux événements (celui de la Guerre d'Algérie), aux changements (l'éclatement de ce militantisme) et aux mutations (la transformation des caractéristiques sociologiques de ces acteurs).

Le choix d'une telle approche implique de fait une méthodologie adaptée qui relève de la famille très élargie des sociologies compréhensives. Ce qui signifie que cette méthodologie s'efforce de comprendre le comportement des acteurs à partir de la perception qu'ils ont des situations et, surtout, du sens qu'ils donnent à leurs actions, à leur vécu et à ceux d'autrui. Car, comme le disait Weber, les conduites des acteurs "sont explicables à partir du sens visé subjectivement"³. De plus, c'est "une sociologie analytique visant à interpréter des conduites et des discours, à les décomposer en éléments simples et à recomposer l'expérience sociale selon un système cohérent"⁴.

Plus encore, si l'on admet l'idée selon laquelle les militants étudiants ne sont pas des "idiots culturels"⁵ et qu'ils sont en mesure de mettre leurs propres actions, pratiques et vécus à distance afin de les soumettre à une analyse critique, la rupture épistémologique n'est plus acceptable. Car, loin de devoir s'éloigner des "prénotions"⁶ et des "illusions" dont les acteurs seraient porteurs, le sociologue instaure un échange, voire un débat avec ceux-ci. En ce sens, la sociologie ne se construit pas au-dessus ou éloignée des militants étudiants, mais avec eux. Parce que, en dernière analyse, le discours des individus et celui des sociologues ne sont pas si éloignés que cela, les passerelles étant nombreuses. Ce qui ne signifie guère pour autant que les deux se confondent puisque le sociologue jouit de concepts, d'une distance et d'une vision globale de la société dont le militant est dépourvu.

En outre, cette représentation du militant étudiant implique que l'on revienne sur les conditions de validation des hypothèses. En effet, dès l'instant où l'on estime que "les acteurs comprennent les raisonnements savants des sociologues à travers leurs théories spontanées" et que "s'opère une sorte de reconnaissance mutuelle entre l'argumentation sociologique et l'argumentation socia-

3. Weber, M., *Essai sur la théorie de la science*. Paris, Plon, 1965, p. 330.

4. Dubet, F., *Sociologie de l'expérience*. Paris, Seuil, 1994, p. 223.

5. Garfinkel, H., *Studies in Ethnomethodology*. Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1967.

6. Durkheim, E., *Les règles de la méthode sociologique*. Paris, PUF, 1981.

le”⁷, une démonstration basée sur la vraisemblance s'impose; les acteurs n'étant pas les plus mal placés pour juger de leur expérience et de leur vécu⁸. Ce qui signifie que la validation des hypothèses doit répondre à une double exigence. D'un côté, elle doit être conforme aux principes de la science dont celui de non-contradiction. Et, d'un autre côté, elle doit être crédible pour les militants étudiants dont on postule qu'ils sont compétents et pas complètement aveugles sur ce qu'ils font.

Enfin, la méthode utilisée a été fondamentalement celle des entretiens semi-structurés et en profondeur qui constituent la condition *sine qua non* de l'accès à l'expérience militante dans la mesure où elle permet de faire sortir les acteurs de leur rhétorique militante, voire de leur “langue de bois” et d'instaurer une relation de confiance propice au dévoilement de leur perception et de leur vécu. À ces entretiens, nous avons joint, d'une part, un grand nombre d'ouvrages et d'articles de sociologie générale et spécialisée ainsi que des travaux empiriques ayant trait au syndicalisme étudiant durant la Guerre d'Algérie, bien que ces derniers sont peu nombreux. D'autre part, nous nous sommes procuré des documents internes tels que des tracts, des journaux ou des fascicules, des statistiques ainsi que quelques articles de presse écrite.

Ce qui nous amène à préciser que cet article traite de la relation qu'entretiennent la Guerre d'Algérie et le militantisme étudiant et, plus exactement de l'influence qu'a exercée ce conflit sur la trajectoire dudit militantisme. Suivant notre hypothèse, si jusqu'au milieu des années 50 le militantisme étudiant se caractérisait par son apolitisme, imprégné de corporatisme et animé par des militants bourgeois, héritiers et masculins, la Guerre d'Algérie provoquera sa politisation, avec l'engagement dans le combat anticolonial et nationaliste (surtout au Pays Basque avec l'avènement du mouvement nationaliste basque moderne), puis sa surpolitisation, ce qui ne sera pas sans effet sur son éclatement, sa perte de représentativité et sa moindre influence.

1. UN MILITANTISME APOLITIQUE

1.1. Des militants corporatistes

Prépondérants dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les militants étudiants corporatistes seront connus comme faisant partie de la “majo” de l'UNEF qui restera à la direction dudit syndicat jusqu'en 1956, date à laquelle elle sera supplantée par les militants issus de la “mino”. Globalement, ces acteurs seront favorables à un militantisme de type corporatiste nettement apolitique. Effecti-

7. Dubet, F., *La sociologie de l'expérience*. Paris, Seuil, 1994, p. 232.

8. Matalon, B., “La psychologie et l'explication des faits sociaux”. *L'Année sociologique*, 1981, n°31, pp. 125-185.

vement, après le second conflit mondial, les militants étudiants “eurent l’ambition de participer à la “Renaissance Française” en faisant de l’UNEF tout à la fois le centre de la vie étudiante (...), un mouvement syndical revendicatif (...) et un organisme de gestion de services matériels”.

Plus en détail, ils se sont investis, d’une part, dans l’organisation de conférences et de fêtes dans la continuité des militants d’avant-guerre, puisque “parmi les activités régulières, outre l’inévitable banquet annuel, on note des réunions amicales, des conférences d’intérêt général”⁹. Ces militants offrent aussi une aide matérielle qui consiste dans la proposition de services tels que les cours dactylographiés aux étudiants. Là encore, l’analogie est notoire avec les militants de la “préhistoire” de l’UNEF car, “au lendemain de la guerre 1914-1918, l’UNEF (...) se lance dans des réalisations matérielles en faveur des étudiants atteints par la dureté des temps”. D’autre part, les militants corporatistes ont eu recours à la participation démocratique afin d’acquérir de nouveaux droits sociaux dont celui du statut de l’étudiant, qui s’est traduit par le fait de prendre part aux conseils, encore peu nombreux à l’époque. Nonobstant, elle a pu prendre un aspect plus revendicatif avec l’organisation de mobilisations telles que la grève nationale de 1947 pour les bourses et contre les droits d’inscription, la mobilisation de 1951 pour la défense des crédits de sécurité sociale étudiante, celle de 1953 réclamant des aides étudiantes plus importantes ou l’action de 1954 contre les crédits budgétaires¹⁰. Et, comme pour les actions précédentes, les différences sont peu apparentes avec les revendications des militants d’avant-guerre pour l’obtention d’une allocation pour les veuves d’étudiants, la construction d’un sanatorium étudiant, “la création des premiers restaurants universitaires (ou) la fondation d’un Office du Tourisme Universitaire”¹¹.

Or, l’action des militants corporatistes aura pour souci permanent de ne pas situer leurs revendications et leurs protestations sur le plan politique car cela équivaldrait à générer des conflits internes et, à terme, des scissions, à se couper de la base, largement indifférente aux questions politiques et, surtout, à détériorer leurs relations avec les pouvoirs publics. Cela pouvait conduire à la perte des subventions dont ils jouissaient et à ne plus être reconnus comme interlocuteur privilégié. En ce sens, loin d’être des acteurs politiques, les militants étudiants s’inscrivant dans l’UNEF à cette époque s’affirment “en tant que groupe de pression indépendant et représentatif du milieu étudiant”¹².

9. Monchablon, A., *Histoire de l’UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983, p.14.

10. Galland, O., *Les étudiants*. Paris, La Découverte, 1996, p. 103.

11. Monchablon, A., *idem*, 1983, PUF, p.15.

12. Sabot, J-Y., *Le syndicalisme et la guerre d’Algérie. L’entrée d’une génération en politique et la formation d’une élite*, Paris, L’Harmattan, 1995, p. 30.

1.2. Des militants héritiers, masculins et bourgeois

Cet apolitisme n'est pas étranger aux caractéristiques sociologiques de ces militants corporatistes. Ainsi, il ressort de l'analyse de leur origine sociale qu'elle est globalement bourgeoise, à l'instar de la plupart des étudiants de l'après-guerre. En effet, nous dit Sabot, le milieu étudiant est "d'abord un milieu qui demeure bourgeois"¹³ puisque "les enfants de cadres avaient 80 fois plus de chances d'accéder [à l'université] que les enfants de salariés agricoles"¹⁴. Et la première massification que connaîtra l'université avec une progression de 34% des effectifs entre 1946 et 1956 n'y changera rien.

L'on peut même penser que l'origine sociale des militants corporatistes a été plus élevée que celle de la moyenne des étudiants au regard de l'histoire ou de la "préhistoire"¹⁵ de l'UNEF. En outre, Verba et Nie ont mis en relation "un indice général de participation avec une mesure du statut socio-économique conjuguant différentes variables et observent la constante sur-représentation de groupes sociaux dominants dans la population participante"¹⁶. L'on parvient à des conclusions analogues à propos de l'intérêt manifesté pour les activités militantes et syndicales. Et ce, parce que les étudiants issus des classes supérieures ont davantage de compétences militantes telles que savoir parler en public, disposer de réseaux de connaissances et, surtout, jouir d'un sentiment de compétence militante.

En plus d'être d'origine bourgeoise, ces militants étudiants sont dans l'ensemble de bons élèves, voire des "héritiers". En effet, ils sont fortement intégrés à l'université, ce que le militantisme étudiant favorise dans la mesure où il implique de participer aux différents conseils, de prendre part à la gestion conjointe d'un certain nombre d'organismes et, au-delà, de connaître à la fois les rouages ainsi que les acteurs universitaires au premier rang desquels se trouvent les professeurs. Cette intégration se traduit par la maîtrise des codes latents inhérents à la faculté traditionnelle qui concernent aussi bien les exigences scolaires que le rapport pédagogique.

Ensuite, ces militants sont porteurs d'une "grande culture" faite d'un "corps de savoirs, de savoir-faire et surtout de savoir-dire" qu'ils acquièrent moins à l'université qu'à l'extérieur de celle-ci. Plus exactement, ils héritent cette culture de leur famille puisqu'elle est "le patrimoine des classes cultivées". D'où, la particularité de leurs pratiques, allant de la lecture d'ouvrages classiques et d'avant-garde n'ayant point de lien avec les cours à l'écoute de l'opéra en passant par la fréquentation des musées. "Grande culture" qui est valorisée par la culture scolaire, puisque répondant à ses exigences implicites, de telle sorte que les études

13. Sabot, J-Y., *idem*. Paris, L'Harmattan, 1995, p. 25.

14. Dubet, F., "Les étudiants", in Dubet et al., *Villes et universités*. Paris, L'Harmattan, 1994, p. 146.

15. Monchablon, A., *idem*. Paris, PUF, 1983, p.13.

16. Memmi, D., "L'engagement politique", in *Traité de science politique*. 1992, p. 334.

s'inscrivent dans une continuité, au point que nombre d'entre eux se perçoivent tels des intellectuels en formation.

Enfin, ces militants font preuve d'insouciance. "Les études sont (...) un affranchissement momentané des rythmes et des découpages de la vie familiale et professionnelle, elles constituent un temps et un espace originaux. Les (militants) étudiants sont rassemblés par la transgression commune des grands rythmes collectifs"¹⁷. Insouciance qui est, au pire, le moyen qu'ont trouvé certains étudiants de réduire la tension ressentie devant leur impatience d'exercer une profession à l'instar des étudiants de Médecine. Au mieux, elle est l'expression de l'assurance qu'ils éprouvent d'avoir un emploi qualifié faisant d'eux les futures "élites de la nation". À l'image des militants étudiants d'avant-guerre, numériquement faibles, "situés en dehors de la société, vivant comme des sortes de parasites, passant le plus clair de leur temps à d'agréables occupations plus ou moins folkloriques et sans souci de leur avenir"¹⁸.

En outre, ce sont des hommes pour l'essentiel car l'université traditionnelle demeure une "université masculine ouverte aux femmes"¹⁹. Ainsi, la population féminine croît moins vite que celle des hommes et "un garçon a 10 chances sur 100 d'accéder à l'enseignement supérieur quand une fille en a 8"²⁰. Or, la part des femmes parmi les militants corporatistes était inférieure à leur présence à la Faculté, comme le taux de participation des étudiantes dans les partis politiques et les syndicats le met en exergue. D'autant que maintes jeunes femmes "entreprennent des études sans intention d'exercer une profession, choisissant alors un enseignement général ou artistique et abandonnant au premier échec"²¹.

Cela tient au fait que "les parents et les jeunes filles elles-mêmes continuent à adhérer à l'image des "qualités" ou des "dons" spécifiquement féminins qui reste dominée par le modèle traditionnel de la division du travail entre sexes". Les filles exprimant leur souci "de ne pas renier les tâches traditionnelles de la femme. À niveau égal, elles se font une idée plus modeste de leur valeur scolaire et témoignent d'une humilité plus grande devant les techniques du travail intellectuel". Ce qui est vrai pour les études et la famille l'est également pour les engagements politiques et syndicaux puisque "la politique reste implicitement, en milieu étudiant, l'apanage des garçons: (...) moins politisées (...) que les garçons, les filles participent moins aux responsabilités syndicales"²².

17. Lapeyronnie, D.; Marie, J-L., *Campus Blues. Les étudiants et leurs études*. Paris, Seuil, 1992, p. 122.

18. Gaudet, P., *Les étudiants*. Paris, Julliard, 1961, p. 20.

19. Sabot, J-Y., *idem*. Paris, L'Harmattan, 1995, p. 25.

20. Bourdieu, P.; Passeron, J-C., *Les héritiers. Les étudiants et la culture*. Paris, Minuit, 1964, p. 23.

21. Bourdieu, P.; Passeron, J-C., "La Nouvelle Critique", déc. 1964-jan. 1965, p. 29.

22. Bourdieu, P.; Passeron, J-C., *idem*, 1964, p. 93.

Ces traits sociologiques, teintés d'une forte homogénéité, se répercuteront sur l'unité et la représentativité du militantisme étudiant de l'époque.

1.3. Des militants nombreux, représentatifs et unis

En effet, cela se traduit par le grand nombre de ces militants ou, si l'on préfère, par le fort taux d'adhésion syndicale. Ainsi, si à la Libération, l'UNEF groupait 15 à 20% de la population inscrite dans le supérieur²³, cette part ne fera que croître par la suite. "Avec 41.000 adhérents environ en 1950, elle rassemble 31% de l'effectif des universités (131.569) ou 24% de l'ensemble des étudiants (172.000). Entre 1958 et 1960, on peut évaluer le nombre de ses adhérents à 80.000". Il double en moins de dix ans et "représente alors 38% de l'effectif global des étudiants de France et 42% des inscrits à l'Université"²⁴.

Par rapport aux 25 à 30% des travailleurs syndiqués, le militantisme étudiant incarné par l'UNEF se présente comme particulièrement dynamique. Cela dit, il serait fallacieux de croire que près d'un étudiant sur deux était militant. Car, "le syndicalisme étudiant a toujours été une création, un acte de foi de quelques militants"²⁵. On estime que le nombre de militants représentait entre 10 et 25% du nombre d'adhérents global, soit entre 8.000 et 20.000 militants. Or, il est indéniable que nous sommes en présence d'un militantisme représentatif du milieu étudiant puisqu'il "rassemble des étudiants de tout horizon et de toutes les confessions. Communistes, socialistes, gaullistes, mendésistes, nationalistes, monarchistes, protestants, juifs, laïcs cohabitent au sein d'une même organisation, certes divisée en AGE (Assemblée Générale d'Étudiants) autonomes puis en corps mais dont l'unicité fait la force"²⁶.

Outre les caractéristiques sociologiques des militants étudiants, l'explication d'une telle représentativité se trouve à trois niveaux distincts. Premièrement, elle tient au fait que l'ensemble des militants étudiants s'investit dans une seule organisation regroupant, comme il vient d'être dit, toutes les croyances et toutes les appartenances politiques. Deuxièmement, elle est inséparable de son indépendance vis-à-vis des partis politiques et des pouvoirs publics, bref de son apolitisme. Troisièmement, ce militantisme se caractérise par un "provincialisme"²⁷ ou un "localisme", dans la mesure où il existe une prédominance de la province au sein de l'UNEF et, par là même, des problèmes locaux, sur lesquels l'organisation, et donc les militants, fondent leur reconnaissance et trouvent leur justification.

23. Lefèvre, J-F., *L'Union Nationale des Étudiants de France depuis 1945*. Paris, IEP, 1958, p. 157.

24. Sabot, J-Y., *idem.*, 1995, p. 29.

25. Monchablon, A., *idem.*, Paris, PUF, 1983, p. 195.

26. Sabot, J-Y., *idem.* Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 29-30.

27. Puisqu'il représente près d'un militant sur trois. La Province compte 31.000 adhérents alors que Paris ne parvient qu'à 11.000.

Or, la Guerre d'Algérie va entraîner la chute du militantisme corporatiste et, par là même, sa politisation. En effet, 1956 représente une date charnière à plus d'un titre, particulièrement dans la vie de l'organisation étudiante puisque l'on assiste à l'arrivée à la direction nationale de l'UNEF de la "mino", bénéficiant d'un bureau homogène, qui sera constituée de membres de la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC)²⁸ qui s'est développée avec la radicalisation des milieux syndicaux chrétiens. Cela étant synonyme de l'apparition sur le devant de la scène d'une nouvelle figure militante, celle du "militant jéciste", fortement engagé dans la lutte anticoloniale ainsi que celle du militant nationaliste basque très attaché au Pays Basque et à la langue basque.

2. UN MILITANTISME POLITIQUE

2.1. La Guerre d'Algérie: prise de conscience et engagement politique

En effet, "les affaires de Suez et de Budapest interpellent les étudiants, le rappel des disponibles et la dénonciation publique de faits de torture graves [qui] secouent la jeunesse française". Mais ce sera surtout la guerre d'Algérie qui constituera le déclic, puisque dès 1956 "des motions de mécontentement et la solidarité envers les "frères musulmans" se défendent (...) publiquement"²⁹ dans les bastions minos; ces derniers étant sensibles aux questions d'Outre-mer et se sentant proches des thèses anticolonialistes. Globalement, nous pouvons dire que l'impact de ladite guerre est triple.

D'abord, les "militants jécistes" qui entretiennent des rapports privilégiés avec UGEMA, sont expressément conviés par celle-ci à prendre clairement position sur la question algérienne sous peine de rompre les relations avec elle. Et ce, dans un contexte de divisions internes de l'UNEF sur le problème algérien qui paralysent le syndicat. Au point que, dans un courrier du 22 janvier 1957 adressé à l'AGEG (Assemblée Générale d'Étudiants de Grenoble), un membre du bureau national estime que "le seul moyen d'en finir avec cette paralysie est de crever l'abcès, c'est-à-dire que l'UNEF prenne, une fois pour toutes, position sur le fond du problème algérien"³⁰.

Ensuite, cette transformation ne peut être dissociée de la crise politique qu'entraînera la situation algérienne et dont les événements qui précèdent et suivent le 13 mai 1958 font office de détonateur. Effectivement, "la menace du coup d'État gaulliste ou de putsch militaire, préparant un débarquement des "paras" d'Algérie à Paris, confronte les étudiants à la vie politique de leur pays par la défense de la République et des valeurs démocratiques, appelle une attitude collective explicite face à une crise intérieure"³¹.

28. Hartman, C., *Histoire de la Jeunesse Étudiante Chrétienne*. Paris, 1987.

29. Sabot, J-Y., *idem*, 1995, L'Harmattan, p. 78.

30. Monchablon, A., *idem*, 1983, PUF, p. 73.

31. Sabot, J-Y., *idem*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 87.

Enfin, ce changement est lié à "l'affaire des sursis". Car jusque-là les étudiants bénéficiaient de sursis d'incorporations qui, au gré d'études sans cesse prolongées, les protégeaient d'une affectation en Algérie dans le cadre d'un service militaire de deux ans, ce qui leur permettait de faire preuve d'un certain apolitisme par désinvolture. Néanmoins, l'instruction du 11 août 1959 fera figure d'une bombe. Le texte gouvernemental, qui tient lieu de décret d'application, annule les règles antérieures, supprime tout report d'incorporation et n'autorise un renouvellement que pour le seul achèvement d'un cycle d'études déjà entrepris au moment de l'octroi du sursis et pour la préparation à l'ENA. Cela signifiant que plusieurs milliers d'étudiants seraient contraints au départ pour l'Algérie. Ceci amènera les militants jécistes à entrer dans la brèche ouverte depuis 1956 et à propulser les militants de l'UNEF au devant de la scène politique.

Au Pays Basque, la décolonisation en général et la Guerre d'Algérie en particulier ont joué un rôle prépondérant dans l'émergence et l'affirmation d'une revendication nationaliste basque. En effet, "les guerres d'Indochine et surtout d'Algérie ont favorisé l'adhésion des jeunes basques écoeurés de colonialisme, et tentés de combattre chez eux, remarquant qu'in extremis le gouvernement français opte en faveur de l'Algérie, pour cette *autodétermination* qu'il refuse aux basques". Idée qui semble confirmée par Abeberry, selon lequel, "l'influence de la guerre d'Algérie, qui a vu la participation de certains basques, appelés pour la plupart, aura été considérable dans notre prise de conscience nationale, devant ce peuple qui luttait pour son indépendance"³².

L'on note une certaine identification affective à l'Algérie qui lutte pour son indépendance. Identification qui prendra une forme politique par la suite, comme le révèle le vocabulaire utilisé à la fois dans la littérature et dans le discours politique. Le terme de *colonisé*, pour qualifier et définir sa propre situation, apparaît dans de nombreux ouvrages, à l'exemple de celui de Manex Goyhenetche qui s'intitule: *Histoire de la colonisation française au Pays basque*.³³ La terminologie utilisée en témoigne également puisque "Enbata emprunta une phraséologie constituée ou formée de termes tels que: la libération nationale, le colonialisme interne ou le peuple opprimé"³⁴.

L'influence de la Guerre d'Algérie et l'identification à ce pays semblent avoir été d'autant plus importantes pour le mouvement nationaliste basque, et ce pour deux raisons.

D'une part, du fait de l'appartenance de ces nations au territoire français et, plus exactement, de part la similitude de leurs situations de faible développement économique et de dépendance politique à l'égard de la métropole. L'on peut dire, à ce titre, en rejoignant Larzabal, que la lutte des pays du Tiers-monde

32. Abeberry, J., extrait d'un documentaire sur les Basques diffusé sur Arte le 15 novembre 1994, à 19h 30.

33. Goyhenetche, M., *Histoire de la colonisation française au Pays basque*. Bayonne, ELKAR.

34. Jacob, J., *idem*, p. 135.

pour leur indépendance a accru le nombre des similitudes avec les aspirations des minorités nationales en France. Et, c'est précisément la prise de conscience de ces analogies qui sera à l'origine, d'abord chez les militants étudiants, de l'idée nationaliste, notion au travers de laquelle ils s'autodéfiniront par la suite.

D'autre part, l'accession à l'indépendance de sept colonies françaises, au début des années 1960, "montrera par dessus tout, la fragilité et vulnérabilité de ces États, qui paraissaient inattaquables, irréfutables et suggérera que les structures politiques existantes sont transitoires et non durables"³⁵, ce qui aura pour effet de rendre de l'ordre du possible et de l'envisageable la prétention des différentes minorités nationales d'accéder à l'autonomie, voire à l'indépendance. Ce qui explique l'émergence simultanée de revendications nationalistes également chez les Bretons, les Corses et les Occitans.

2.2. Des militants politisés

En ce sens, la Guerre d'Algérie a exercé une influence et a joué un rôle prépondérant dans la prise de conscience puis l'engagement des militants étudiants contre la guerre d'Algérie aussi bien au Pays Basque qu'en France. Ainsi, lors du Congrès de Lyon, en avril 1960, les militants votent sur l'Algérie une motion triplement décisive: d'une part sont demandées "des négociations avec le FLN sur les conditions d'un cessez-le-feu et les garanties d'application de l'autodétermination (...). D'autre part, le Congrès appelle la direction à prendre toutes les mesures susceptibles de favoriser la réconciliation des étudiants français et des étudiants algériens (...). Enfin, le Congrès décide de soutenir et promouvoir (...) toute action positive de l'UNEF (...) des syndicats ouvriers et universitaires pouvant [les] rapprocher d'une solution du conflit"³⁶.

Motion qui se traduira en actes car "les dirigeants minos décident (...) de se lancer et de lancer l'organisation dans ce qui leur semble essentiel: l'action contre la guerre d'Algérie". Ainsi, "toutes les manifestations contre la guerre d'Algérie au début des années soixante rassembleront plusieurs milliers d'étudiants"³⁷, à l'instar de la "première manifestation d'ampleur nationale (...), la journée du 27 octobre, [qui] est un indéniable succès"³⁸. Dorénavant, les militants étudiants sont devenus une force pour l'opinion et le gouvernement, ce dont ils ont conscience et qui leur confère une légitimité à intervenir dans le débat politique.

Cela ne sera pas sans conséquence sur l'action militante. En effet, les militants jécistes promeuvent un type de militantisme se caractérisant par le recours simultané à plusieurs types d'actions et, d'abord, par l'organisation de soirées et

35. Jacob, J, *idem*, p. 135-136.

36. Monchablon, A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 109.

37. Galland, O., Oberti, M., *Les étudiants*. Paris, La Découverte, 1996, p. 96.

38. Monchablon, A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 119.

d'une vie universitaire tout en apportant une aide matérielle aux étudiants, notamment, par la cogestion du Centre National des Oeuvres dont nous venons de parler et par la gestion et cogestion d'autres organismes de même nature. A cela s'ajoute une animation culturelle ayant pour but de susciter un débat et une réflexion critique sur les événements, en particulier sur la Guerre d'Algérie, par le biais de conférences, de débats ou par la diffusion de périodiques.

Ensuite, ils participent activement aux différents conseils universitaires dans lesquels ils s'efforcent de défendre et d'acquiescer les droits sociaux des étudiants. Cette participation démocratique a également pris une forme protestataire avec la grève nationale de 1956 contre l'insuffisance de la participation de l'État dans la prise en charge de ces repas, la grève nationale de 1957, la manifestation de Paris pour réclamer l'allocation d'études ou encore la mobilisation de 1958 pour des locaux et des bourses³⁹.

Enfin, et c'est là leur particularité, les militants jécistes ont recours à l'action politique, sortant ainsi d'un cadre purement universitaire. Par cette intervention qu'illustrent aussi bien leurs prises de position politiques que leur participation à l'organisation et au déroulement des manifestations contre la guerre d'Algérie, ces militants entendent contester certaines orientations gouvernementales, sans pour autant faire preuve d'anti-étatisme. Dans sa version défensive, ils se mobiliseront en 1961, afin de protester contre les mesures prises par Matignon à l'encontre de l'UNEF.

2.3. Des militants nombreux mais divisés

Cette force et ce nouveau statut iront de pair avec une reconnaissance croissante auprès des étudiants d'autant que ces derniers semblent connaître un réveil. Les militants étudiants de l'UNEF sont alors à leur apogée illustrée par le nombre d'adhérents. "En 1961, (...) l'UNEF est au sommet de sa représentation syndicale puisqu'elle regroupe un étudiant sur deux, soit près de 100.000 adhérents".

Pourtant, la politisation de ces militants conduira à une détérioration de leurs rapports avec l'État. Car, tant qu'ils n'ébranlaient pas les institutions, le premier gouvernement de De Gaulle s'accommodait de ces acteurs qui, de surcroît, se disaient non-communistes et reléguait les groupes d'extrême-gauche à une place secondaire. Mais, dès lors qu'ils s'immisceront dans les questions politiques, ils se heurteront à une sanction de l'État qui prendra la forme d'une suppression de subvention en juin 1960. La même année, le ministre de l'Éducation Nationale envisage publiquement la suppression du CNO (Centre National des Oeuvres), cogéré par l'UNEF et l'administration, celle-ci perdant même sa place d'interlocuteur privilégié du gouvernement⁴⁰.

39. Galland, O.; Oberti, M., *idem*. Paris, La Découverte, 1996, p. 104.

40. Enfin, cela supposera le gel de toute avancée dans le domaine universitaire puisque le gouvernement fait de la résolution du conflit algérien le préalable de toute reprise des négociations. Monchablon. A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 130.

Cette "perte de virginité politique" se traduira également par une scission puisqu'une grande partie de l'ancienne majorité, constituée pour l'essentiel de militants corporatistes, décidera de créer un nouveau syndicat qui prendra le nom de Fédération Nationale des Étudiants de France ou FNEF. Par sa seule existence, elle ôte à l'UNEF sa légitimité traditionnelle et son monopole de la représentation étudiante; d'autant que le gouvernement Debré, qui avait encouragé sa constitution, reconnaît désormais la FNEF comme unique interlocuteur dans le monde étudiant.

3. UN MILITANTISME HYPERPOLITISÉ

3.1. Des militants très politisés

Or, cet engagement politique contre la guerre d'Algérie conduira progressivement ces acteurs à une hyperpolitisation au point que leur conception du militantisme étudiant semble devoir se résumer au recours à une démarche révolutionnaire d'inspiration gauchiste. Qu'en est-il concrètement?

D'abord, ce militantisme se définit par le délaissement de toute cogestion, d'autant que l'État leur avait retiré toute possibilité et, au-delà, de toute forme de gestion d'organismes d'aide aux étudiants visant à répondre à leurs besoins et problèmes. Effectivement, il laisse "dépérir les outils de la gestion directe des services (...) qui aspiraient les bonnes volontés militantes, donnaient une aura de sérieux, de compétence, parfois une possibilité de contrôle syndical, (...) abandonnant de fait des pans entiers des secteurs traditionnels"⁴¹. Même si le gauchisme opérait un lien idéologique entre les deux, dans la mesure où les difficultés concrètes des étudiants trouvaient leur source dans le capitalisme et ses représentants qui exerçaient leur domination.

Ensuite, ce militantisme s'est traduit par une importante animation culturelle qui n'a pas nécessairement pris une forme organisée, sous la configuration de conférences ou de débats publics dans le cadre de soirées. Il génèrera néanmoins une dynamique de débats et de critiques sans précédent. En effet, ces militants contesteront la société et l'université elle-même, notamment le rapport pédagogique et le mandarinat, les modalités d'enseignement puisque "le cours magistral, l'examen couperet, l'impossibilité de dialoguer, de discuter des points abordés par les professeurs maintiennent [l'étudiant] dans une passivité forcée"⁴². De plus, ils mettent en cause les finalités de la faculté qui "n'aspire pas à produire des cadres hautement qualifiés dotés d'esprit critique et de créativité intellectuelle, mais seulement des cadres moyens aussi bornés que possible"⁴³. Enfin, ils reprochent à l'université d'être un pur instrument de

41. Monchablon, A, *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 167.

42. Monchablon, A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 48.

43. Monchablon, A, *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 47.

domination qui ne sert qu'à assurer la pérennité du système. En ce sens, ces militants seront porteurs d'une "contestation culturelle profonde et novatrice"⁴⁴ tout en introduisant de nouveaux thèmes tels que la sexualité, le féminisme ou l'écologie.

En outre, les militants hyperpolitisés ne privilégient guère la participation aux commissions et aux conseils qu'ils jugent inutile car, outre le fait que leurs propositions et observations ne sont pas ou peu prises en compte, leur concours conduirait à la légitimation des décisions prises, d'où leur préférence pour les protestations dont les finalités se transforment. Ainsi, les revendications visant à accroître les aides sociales sont progressivement délaissées au profit des luttes hostiles à l'instauration de la sélection, à l'image de la semaine nationale contre le plan Fouchet de 1963 ou la mobilisation de 1973 contre le DEUG. Ce qui explique la mobilisation de ces militants contre les différents plans de réforme présentés par le gouvernement, systématiquement soupçonnés d'instaurer une sélection accrue.

Enfin, ce militantisme accorde une place prépondérante à l'action politique qui prendra essentiellement une forme protestataire même si elle présentera ici ou là des aspects conventionnels. Cette action est le plus souvent réactive dans la mesure où elle répond à des événements ou à des décisions gouvernementales concernant l'université ou pas. Ce sera le cas en mai 68 où "l'UNEF appelle à la grève nationale contre la répression du 6 mai"⁴⁵ ou des oppositions qui eurent lieu entre 1965 et 1968 contre la guerre du Viêt-Nam. Enfin, comment faire abstraction des actions conjointes menées avec les syndicats ouvriers qui s'inscrivent dans la tentative "d'un alignement offensif du mouvement étudiant sur un mouvement ouvrier qui semble renaître"⁴⁶ et d'une approximation identitaire?

Au Pays Basque, cette hyperpolitisation conduira certains militants étudiants à investir directement la sphère politique par la création du mouvement Enbata qui, dès ses débuts et jusqu'à l'entame des années 1970, fera fondamentalement usage de trois modes d'action, à savoir: l'organisation et l'appel à la mobilisation sous ses différentes formes, parmi lesquelles les manifestations ou les grèves de la faim; la diffusion d'informations, notamment par la réalisation de brochures et de conférences-débats s'insérant dans des campagnes; enfin la présentation de ses propres candidats lors des divers modes de scrutin. À ces modes d'actions correspondent autant de champs d'actions parmi lesquels l'on peut évoquer le soutien apporté aux réfugiés politiques basques provenant du sud des Pyrénées, la dénonciation de la situation économique et sociale ou encore la consolidation de son propre mouvement.

44. Touraine, A., *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 68*. Paris, Seuil, 1968.

45. Galland, O.; Oberti, M., *idem*, Paris, La Découverte, 1996, p. 105.

46. Monchablon, A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 142.

L'on constate, en premier lieu, qu'Enbata a consacré une large part de son attention, de part ses contacts nombreux et réguliers avec ceux-ci, à l'aide et au soutien des réfugiés politiques basques fuyant la répression franquiste. Soutien qui se manifestera notamment par l'organisation de rassemblements, souvent en collaboration avec d'autres formations politiques, spécialement lors des différentes grèves de la faim réalisées par les réfugiés dès la fin des années 1960 et qui se poursuivront durant les années 1970. Elles seront à l'origine d'un grand mouvement de solidarité et de mobilisation. Mais aussi, comme le souligne Jacob⁴⁷, en les aidant à trouver un emploi ainsi qu'en les cachant chez eux, à l'exemple de "Christine Etchalus, libérée peu au-par-avant de la prison de Pampelune, où elle purgeait la peine que lui avait value son soutien accordé aux militants de l'ETA"⁴⁸.

En second lieu, un grand travail d'information sera effectué, au sujet des réfugiés entre autres, ce qui contribuera largement à la conscientisation de la population du Pays basque autour de différents problèmes, dont celui de la torture existant au sud de la Bidassoa. Thème auquel s'ajoute celui de l'économie auquel de nombreux dossiers et articles seront consacrés, les premiers numéros d'Enbata en particulier. Cet intérêt pour les problèmes économiques s'expliquant à la fois par la qualification et la spécialisation en la matière de certains de ses membres, dont Davant, mais aussi par l'actualité de l'époque fortement imprégnée par la crise de la paysannerie dont nombre d'entre eux sont issus.

En dernier lieu, signalons la participation d'Enbata aux élections législatives de 1967 et de 1968 qui s'explique par la volonté d'offrir une alternative à l'électorat afin que les idées nationalistes basques soient plus largement prises en compte par l'État ainsi que par la nécessité qu'éprouvait Enbata de se renforcer et d'acquérir davantage de crédibilité en tant que mouvement politique. Les résultats obtenus furent de 5,03% pour les législatives de 1967, sans grande différence entre la côte et l'intérieur, et de 1,71% pour le scrutin suivant. En ce sens, la seconde comparution, qui eut lieu suite aux événements de Mai 68, dans un contexte de conflits internes suscités par l'apparition de divergences au sujet de l'intérêt et de la pertinence de la voix électorale comme mode d'action, se solda par un échec.

3.2. Des nouveaux militants

Cette surpolitisation sera renforcée par l'arrivée de nouveaux publics qui ne sont plus des fils de bourgeois ni de hauts-fonctionnaires mais des étudiants issus des classes moyennes cultivées qui fourniront aussi bien les militants des organisations étudiantes que des nouveaux mouvements sociaux⁴⁹ occupant des années durant le devant de la scène publique.

47. Jacob est un universitaire américain, auteur de l'ouvrage *Hills of conflict: basque nationalism in France*.

48. Lacouture, J., "Le monde diplomatique", mars 1971, p. 7.

49. Dubet, F., "Les nouveaux mouvements sociaux", in Chazel, F., *Mouvements sociaux et action collective*. Paris, PUF, 1992, p. 61.

Être issu de catégories moins aisées met ces nouveaux publics, d'où proviennent ces militants, dans une situation de précarité car les parents ne peuvent financer leurs études. Ainsi, dès 1960, "22% des effectifs [universitaires] poursuivent leurs études en accomplissant un travail rémunéré à temps plein ou à temps partiel". De plus, les aides sociales sont très nettement insuffisantes tout comme le budget de l'Éducation Nationale. Enfin, l'afflux massif d'étudiants provoque une pénurie d'hébergements en cités universitaires et, au-delà, de logements locatifs qui sont à des tarifs prohibitifs. En résumé, nombreux sont "les fauchés du supérieur" qui "doivent se débrouiller pour vivre"⁵⁰. Nous sommes proches des conclusions de Boudon qui "présente la nouvelle condition étudiante comme une condition de marginalité sociale"⁵¹.

En outre, ces militants très politisés ne sont quasiment plus des héritiers. Dans leur ouvrage consacré aux rapports des étudiants à la culture, Bourdieu et Passeron constatent la fin de la figure étudiante de l'héritier dont ils analysent les derniers survivants. En effet, ces militants gauchistes, dont les parents n'ont souvent pas eu accès à l'université, arrivent dans un univers inconnu n'ayant qu'une faible capacité d'intégration. Au point que "privé de soutien institutionnel et de cadres sociaux, de plus en plus éloigné des modèles périmés de la vie étudiante, le milieu étudiant est peut être moins intégré aujourd'hui que jamais"⁵². De plus, ils ne maîtrisent pas les codes latents de cette université traditionnelle et éprouvent les pires difficultés à deviner les attentes professorales ainsi que la nature du rapport pédagogique.

Par ailleurs, ils sont de moins en moins porteurs d'une "grande culture", largement héritée des parents qui ne peut l'être pour ces militants. La source essentielle de leur culture est l'université qui valorise cette "grande culture" sans pour autant l'enseigner. Il en est de même pour les méthodes de travail qui sont censées être acquises⁵³. Les effets sont dès lors prévisibles, à savoir que nous sommes devant un public qui, au fil des années, sera de moins en moins constitué de "bons élèves". Ainsi, en 1976, il s'agit moins "d'apprentis sorciers" ou "d'intellectuels-témoins" que de "jeunes en formation".

Enfin, ces militants se trouvent dans une situation d'angoisse face à un avenir incertain, sans garanties. On passe à un autre type d'université caractérisé par une multiplication des débouchés professionnels à l'image et au rang social plus flous⁵⁴. Bref, "l'université n'existe plus comme institution. Sa désorganisation et son absence de transparence condamnent l'étudiant à une "navigation à

50. Sabot, J-Y., *idem.* Paris, L'Harmattan, 1995, p. 26.

51. Galland, O.; Oberti, M., *idem.*, Paris, La Découverte, 1996, p. 98.

52. Bourdieu, P.; Passeron, J-C., *idem.*, Paris, Minuit, 1964, p. 147.

53. Les professeurs se montrent hostiles à la réalisation de ce travail "scolaire", souvent méprisé, car sa mise en oeuvre serait synonyme de dévalorisation statutaire.

54. Boudon, R., "La crise universitaire française: essai de diagnostic sociologique". *Annales ESC*, 3, 1969.

vue", dans la mesure où il ne peut avoir une vision nette de son passage à l'université"⁵⁵. Cette anxiété est également observée par Bourdieu et Passeron qui opposent l'héritier insouciant et oisif à ces nouveaux étudiants qui se caractérisent par leur "sérieux" aussi bien par leur volonté d'ascension sociale que par leur souci d'estomper l'incertitude de trouver un emploi de cadre supérieur ou, à défaut, de cadre moyen. C'est, au mieux, l'image de l'étudiant boursier, au pis, celle de l'étudiant marginal.

De nombreux sociologues ont vu dans cette inquiétude face à l'avenir⁵⁶ la cause du mouvement de Mai 68. Le fait que ce soit les étudiants de Sociologie de Nanterre qui se mobilisent d'abord est à cet égard révélateur, car ce sont eux qui vivent le plus fortement cette condition de marginalité. En outre, ces militants contestent cette université traditionnelle, incarnée par la Sorbonne, dont les objectifs assignés par le pouvoir politique se transforment à l'instar du projet de sélection à l'entrée de l'université et de la mise en place du deuxième cycle prévue dans le plan Fouchet. Dès l'automne 1967, la rentrée universitaire est agitée par le déroulement d'une manifestation regroupant 5.000 personnes à Paris.

Quant au sexe de ces militants étudiants, l'on constate un accès croissant des femmes aussi bien à l'université⁵⁷ que dans les organisations étudiantes, bien que les hommes soient encore majoritaires. Ainsi, en 1964, sur l'ensemble de la population étudiante, 23% des hommes sont des militants alors que les femmes sont 7% à l'être. L'on observe, en outre, que l'indifférence ou l'hostilité à l'égard de la politique concerne 23% des hommes et 35% des femmes.

Plus intéressant encore est le degré d'investissement ou les postes occupés par les femmes au sein des organisations syndicales. En effet, si les militants sont majoritairement des hommes, les sympathisants révèlent une inversion des pourcentages car, en 1964, si 54% des étudiants sont adhérents, c'est le cas de 58%⁵⁸ des étudiantes. L'explication d'une prépondérance des hommes, malgré des transformations indéniables, renvoie notamment au "machisme" des militants qui, par-delà leur discours de gauche favorable à la parité homme-femme, rechignent à faire place aux femmes. "Il n'est pas rare que des dirigeants syndicaux (...) répugnent à confier aux filles les tâches tenues pour les plus sérieuses"⁵⁹.

3.3. Des militants moins nombreux, représentatifs et unis

Cette surpolitisation se répercutera tout autant sur les taux d'adhésion de l'UNEF, puisque l'on assiste à une baisse des effectifs. Ainsi, en 1963, pour la

55. Lapeyronnie, D.; Marie, J-L., *Campus Blues. Les étudiants et leurs études*. Paris, Seuil, 1992, p. 124.

56. Bourdieu, P., *Homo academicus*. Paris, Minuit, 1984.

57. Baudelot, C.; Establet, R., *Allez les filles!*. Paris, Point-Seuil, 1992.

58. Bourdieu, P.; Passeron, J-C., *idem*, Minuit, 1964, p. 167.

59. Bourdieu, P.; Passeron, J-C., *idem*, Paris, Minuit, 1964, p. 92.

première fois, les effectifs stagnent. Ils s'établissent à 85.000 adhérents de telle sorte que l'UNEF ne représente plus qu'un étudiant sur quatre. Dans certaines Assemblées Générales d'Etudiants (AGE), le nombre d'adhérents descend à l'instar de celle de Lyon qui passe de 8.000 à 6.000. Tendance qui sera non seulement confirmée mais même accentuée au cours des années suivantes puisqu'à partir de 1967-1968, l'UNEF est au plus bas et ne revendique plus que 50.000 adhérents pour 500.000 étudiants, soit un étudiant sur dix et disparaît de plusieurs centres universitaires⁶⁰. Ce qui fait dire à Galland que nous sommes en face d'une véritable "crise du militantisme syndical"⁶¹ illustrée par la dissociation s'opérant entre les étudiants et les organisations militantes.

Il en est de même quant à leur place au sein des mobilisations étudiantes puisque, dès le milieu des années 60, ces militants tendent à être supplantés par les organisations d'extrême gauche. Comme le montreront les événements de mai 68, les mobilisations ne transitent pas par une UNEF largement dépassée⁶² au point que, lors du Congrès de Marseille en décembre 1968, elle reformera ses structures en se construisant sur la base de comités d'action. De même, au fur et à mesure qu'une problématique de "l'extérieur" l'emporte, les préoccupations se déplacent de l'université vers une critique du capitalisme et un intérêt croissant est porté aux questions internationales.

Une telle baisse des effectifs et, avec elle, cette perte de représentativité de l'UNEF sont révélatrices et consécutives de cette surpolitisation qui se décline ainsi.

Premièrement, le mode de fonctionnement interne des organisations apparaît comme étant de moins en moins en phase avec les attentes des étudiants qui privilégient la spontanéité, l'authenticité ou la convivialité. Ils semblent de plus en plus hostiles aux organisations étudiantes ayant un fonctionnement à la fois bureaucratisé et hiérarchisé qui spécifie précisément l'UNEF. En effet, les décisions sont centralisées, les règles impersonnelles croissent de façon exponentielle sans oublier le nombre élevé d'échelons ayant peu de liens directs entre eux. Bref, nous sommes près du "phénomène bureaucratique"⁶³ analysé par Crozier dans les entreprises publiques au début des années 60. Dès lors, le

60. Malgré cela, même au plus fort de la crise, l'UNEF remporte les élections avec environ 60% des voix. Car, "l'UNEF demeure (...) la seule organisation étudiante à prétention de masses", l'autre syndicat qu'est la FNEF n'étant jamais parvenue à avoir une certaine représentativité. Monchablon, A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p.189.

61. Galland, O., *Les jeunes*. Paris, La Découverte, 1991, p. 49.

62. Dès janvier 1968, hors de toute initiative de l'UNEF, éclate à Nanterre un mouvement des résidents de la Cité Universitaire, pour la libre circulation et l'autogestion des activités. Plus encore, le surgissement de la Commune étudiante échappe à toutes les organisations traditionnelles parmi lesquelles se trouve l'UNEF. La seule éclaircie dans cette sombre configuration sera celle du "demi-succès" reconnu de la grève lancée par les militants de gauche en décembre 1967. Or, fortement endettés, les militants de gauche ne sont plus représentés aux Assemblées Générales que dans 26 AGE: elles étaient deux fois plus nombreuses, huit ans avant.

63. Crozier, M., *Le phénomène bureaucratique*. Paris, Points-Seuil, 1964.

développement et le succès des organisations d'extrême gauche ainsi que des coordinations peu structurées fonctionnant sur la base d'Assemblées Générales ne sont pas surprenants.

Deuxièmement, cette perte de représentativité est liée aux divisions internes et aux conflits entre tendances qui caractériseront le militantisme étudiant. Les courants se multiplient, surtout à partir de 1965, au point que l'on parle de "cartellisation" pour qualifier cette situation. Ainsi, lors de l'Assemblée Générale de 1966, six textes d'orientation différents sont présentés, au moment même où ces militants étudiants ont une homogénéité idéologique, la plupart se reconnaissant dans le marxisme.

Troisièmement, ce rejet tient à la spécialisation observée dans l'usage des modes d'actions. D'une part, ces militants se désintéressent progressivement des problèmes concrets des étudiants car la gestion directe de services est vue comme un obstacle à l'activité syndicale, au moment même où l'insuffisance de locaux, de professeurs et d'encadrement se présente avec le plus d'acuité. D'autre part, ces militants "se lancent dans la recherche éperdue de la plate-forme revendicative idéale qui combinerait cohérence doctrinale, caractère mobilisateur pour les étudiants et non intégrable par le pouvoir"⁶⁴. Purisme doctrinal qui amène l'emploi d'un "jargon marxisant" qui génère une incompréhension des adhérents et, au-delà, des étudiants. D'où une moindre qualité de la communication et, à termes, une coupure entre la base et le sommet.

Et quatrièmement, cette désaffection trouve sa source dans la surpolitisation que connaissent les militants étudiants avec le fameux "tournant à gauche" qui se produira lors du Congrès de l'UNEF tenu à Dijon en 1963. Ce tournant fait suite au vide idéologique entraîné par la fin de la guerre d'Algérie et "traduit la volonté de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait le syndicalisme étudiant"⁶⁵ en adoptant une démarche offensive. Il est, en outre, à relier au fait que ces militants font partie de cette nouvelle génération fort politisée. Politisation qui se manifeste au niveau des discours et des actions mais aussi par "une certaine connivence [qui] s'établit entre responsables de l'UNEF et de l'UEC"⁶⁶. La conséquence étant le départ ou la non adhésion de la grande majorité des étudiants ne se définissant pas comme étant de gauche.

Cette hyperpolitisation aura une autre conséquence aux effets perceptibles encore de nos jours. Elle n'est autre que l'éclatement de la représentation étudiante qui débute dès 1968 et qui s'accélère au cours des années 1970. Tout d'abord, elle a donné lieu à la création de nouveaux syndicats tels que le MARC (Mouvement d'Action et de Recherche Critique) se situant à l'extrême gauche et l'UNI (Union Nationale Inter-universitaire) se positionnant à droite, à l'instigation

64. Monchablon, A., *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*. Paris, PUF, 1983, p. 160.

65. Monchablon, A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 140.

66. Monchablon, A., *idem*, Paris, PUF, 1983, p. 143.

des professeurs et des étudiants antimarxistes⁶⁷. Puis, elle s'est traduite, en 1971, par la scission de la "grande UNEF" en deux syndicats autonomes, à savoir, l'UNEF-Renouveau qui sera gérée par les militants de l'UEC, les socialistes du CERES, les mitterrandistes, les radicaux de gauche, et l'UNEF-Unité Syndicale animée quant à elle par les trotskystes de l'OCI-AJS. Enfin, elle a favorisé le développement des corporations, illustré par le Comité de Liaison des Étudiants de France (CLEF) qui se constitue en 1975.

Pareil éclatement sera également perceptible au Pays Basque avec la création essentiellement par des militants étudiants du journal puis du mouvement politique *Enbata* qui avait "l'intention de préconiser l'unité et l'autonomie des sept provinces basques, dans une Europe fédérée et surtout, dans un premier temps, de faire prendre corps à l'idée nationale basque"⁶⁸.

Ainsi, le 15 avril 1963, eut lieu la première Assemblée Générale d'Enbata, le jour de l'Aberri Eguna, à laquelle assistèrent plus de 500 personnes dont des députés, des maires, des conseillers généraux ainsi que des représentants d'autres minorités nationales. Assemblée au cours de laquelle fut élaborée et approuvée la "Charte d'Itxasu" qui constituera la base idéologique d'Enbata et au-delà du mouvement nationaliste basque. Charte dans laquelle Enbata définit le peuple basque par la terre, la langue, les institutions, constituant une nation par sa volonté passée et présente, ainsi qu'une démocratie qui revendique le droit à l'unité et à l'autodétermination, droit universellement reconnu. Enfin, elle proclame "la détermination à réaliser par l'organisation de la nation et sa reconnaissance par le plein exercice de la démocratie, la continuité et la vie du peuple basque"⁶⁹.

En décrivant son projet de manière programmatique, cela signifie qu'il s'agissait dans un premier temps d'accéder à un département Pays basque, doté d'un statut de la langue et de la culture qui lui soit propre, ainsi que la mise en oeuvre d'une politique industrielle. Et dans un second temps, de parvenir à l'union des sept provinces basques dans une Euro-région, dans un ensemble européen de type fédéral. Soulignons à cet égard le caractère profondément européen d'Enbata dans le contexte de la construction européenne qui suscita de grands espoirs chez ses membres. En effet, comme le note Davant, l'idéal européen sera une caractéristique d'Enbata et ce dès sa création, ce dernier prônant un "fédéralisme national", c'est à dire la construction d'une Europe sans frontière basée sur les peuples. L'on peut ainsi lire: "nous sommes nationalistes basques et fédéralistes européens, parce que convaincus que le fédéralisme est nécessaire à l'Europe et en même temps suffisant à Euskadi"⁷⁰.

67. Galland, O.; Oberti, M., *idem.*, Paris, La Découverte, 1996, p. 105,

68. Mogui, J-M., *La révolte des basques*. Paris, Martineau, 1970 p. 53.

69. Extrait de la Charte d'Itxasu tiré de l'ouvrage de Davant *Histoire du peuple basque* édité chez ELKAR (quatrième édition "remaniée" et corrigée paru en mai 1986) p. 281.

70. Journal *Enbata* n° 3 "Fédéralisme basque et européen". p. 21.

En définitive, l'on peut dire qu'Enbata, animé par des militants étudiants fortement influencés par la Guerre d'Algérie, représente à la fois la première organisation à avoir énuméré et fondé les bases du nationalisme moderne en posant de façon crédible le problème national basque, mais aussi à avoir créé un mouvement politique organisé permettant la mise en oeuvre et la structuration de cette revendication.

CONCLUSION

Rappelons que le présent article traite de la relation qu'entretiennent la Guerre d'Algérie et le militantisme étudiant et, plus exactement l'influence qu'a exercée ce conflit sur la trajectoire dudit militantisme. Suivant notre hypothèse, si jusqu'au milieu des années 50 le militantisme étudiant se caractérisait par son apolitisme, imprégné de corporatisme, la Guerre d'Algérie provoquera sa politisation, avec l'engagement dans le combat anticolonial et nationaliste (surtout au Pays Basque avec l'avènement du mouvement nationaliste basque moderne), puis une surpolitisation du militantisme étudiant qui ne sera pas sans effet sur son éclatement et sa perte de représentativité.

Cette hyperpolitisation provoquera la mort de ce militantisme étudiant. Effectivement, le début des années soixante-dix est marqué par une vie étudiante très instable. Outre les mouvements de mobilisation contre les réformes de l'Université, pour les innovations pédagogiques et institutionnelles, les étudiants se mobilisent facilement pour organiser des marches ou des contre-marches sur la base d'une révolte politique. De plus, la vie étudiante est encore politisée et les campus sont encore le lieu d'affrontements verbaux et physiques, lors des élections qui constituent des moments privilégiés pour les militants. Même si des éléments avant-coureurs laissent deviner un avenir moins radieux, à l'instar du fait que les militants gauchistes, encore actifs et relativement écoutés, se trouvent confrontés à un désintérêt croissant des étudiants pour la vie politique et syndicale⁷¹.

La présentation du plan Saunier-Seïté qui met en place le deuxième cycle déclenchera un interminable conflit avec des grèves et manifestations en 1976. Mais si au début du conflit ces militants, communistes et surtout trotskystes, encadrent fortement la mobilisation, les propositions révolutionnaires trouvent rapidement de moins en moins d'écho chez les étudiants. Et cette longue grève, qui traînera en longueur, s'éteindra sur un profond sentiment de lassitude portant un coup final aux grandes grèves universitaires ou, du moins, à la conviction militante qui s'investissait⁷². Il en est de même des discussions qu'auront Touraine et ses collaborateurs avec les militants de Bordeaux, dont certains sont basques, ayant pris part à ladite grève qui tournent "autour de la décomposition du discours et des identités militantes"⁷³ de cette figure.

71. Galland, O.; Oberti, M., *idem*, Paris, La Découverte, 1996, p. 100.

72. Passeron, J-C., "1950-1980: l'Université mise en question: changement de décor ou changement de cap?". in Verger, J., *Histoire des universités en France*. Paris, Privat, 1986, p. 394.

73. Touraine, A. et al. *Lutte étudiante*. Paris, Seuil, 1978, p. 101.

En définitive, cette grève annonce le changement radical des années quatre-vingt caractérisé par une distanciation à l'égard des organisations politiques et syndicales et signale la mort de la figure du militant hyperpolitisé. Ceci dit, il ne faudrait pas croire pour autant que le "pourrissement" de la grève de 1976 suffit à rendre compte de la fin de cette figure militante centrale puisqu'il ne constitue que l'expression et, sans doute, l'élément déclenchant d'une telle situation. Son explication doit être recherchée en amont.

D'abord, la mort de ces militants est indissociable de l'affaiblissement progressif du gauchisme aussi bien chez les étudiants que dans le reste de la société française. La volonté du changement global par le biais d'une révolution connaît un discrédit croissant et peu nombreux sont les étudiants à croire encore au "grand soir". En outre, le gauchisme liait les problèmes concrets à une critique du capitalisme se trouvant à l'origine desdites difficultés et dont la résolution supposait la transformation du système lui-même. Or, son usure rend la dissociation qui s'est opérée entre les problèmes des étudiants et l'absence de solution de la part des militants, qui se bornent à produire un discours, d'autant moins compréhensible et supportable. Enfin, non seulement le gauchisme valorisait le militant et son action, mais il jugeait également le militantisme indispensable au bon fonctionnement de la démocratie, celle-ci devant être hyper-participative.

Ensuite, comment ne pas évoquer le développement d'une "morale de la subjectivité", pour reprendre l'expression de Lapeyronnie et Marie⁷⁴. Cette recherche de l'authenticité, de convivialité, de la franchise ou encore de ne pas vouloir porter un masque. Or, cette volonté de "rester soi-même" apparaissait à maints étudiants comme étant incompatible avec le militantisme qui implique d'avoir "à renoncer à une partie de sa personnalité et d'être embrigadé". Crainte qui fut avivée par la forte intégration interne des organisations étudiantes consécutivement à un repli sur elles-mêmes, où les militants étaient reconnaissables à leur "style".

Enfin, comment ne pas faire allusion aux divisions et aux "magouilles" internes qui caractérisent ce monde? Tout d'abord, la plupart des syndicats sera constituée d'une multitude de tendances, dont on perçoit parfois mal ce qui les distingue, et des groupes politiques tenteront de prendre la direction d'un syndicat dans une optique purement partisane, à l'instar de ce que feront l'UEC et le ESU dans leur volonté de parvenir au contrôle de l'UNEF à la fin des années 60. Puis, entre les organisations étudiantes dont le nombre n'a fait qu'augmenter et qui donnent lieu à une représentation étudiante complètement éclatée. Cela conduit à un discrédit des militants surpolitisés et, à terme, à un désintérêt des étudiants pour l'action militante.

Ces facteurs explicatifs président à la chute de cette figure militante que de nombreux auteurs ont représenté par le "militant soixante-huitard", et préfigurent les militants étudiants de la période actuelle nettement moins politisés.

74. Lapeyronnie, D.; Marie, J-L., *Campus blues*. Paris, Seuil, 1992, p. 180.

BIBLIOGRAPHIE

- ABBOUD, N., "Les étudiants comme force de rupture dans la société française 1960-1970". *L'Homme et la Société*, n°16, avril-mai 1970.
- ANONYME, *Sources du syndicalisme étudiant*. Paris, IEP, 1962.
- BACHY, J-P., *Les étudiants et la politique*. Paris, Armand Colin, 1973.
- BOURDIEU, P., *Homo academicus*. Paris, Minuit, 1984.
- CHAMBRAUD, C., "L'UNEF-ID et le mouvement étudiant". *Politix*, 1988.
- CROZIER, M., *La société bloquée*. Paris, Points-Seuil, 1970.
- CROZIER, M., Friedberg. E., *L'acteur et le système*. Paris, Seuil, 1977.
- DI ROBERTO, R.; FÉLOUZIS, G.; HÉRAULT, B., *Les étudiants et la politique*. Université de Bordeaux II, 1995.
- DUBET, F., *Les lycéens*. Paris, Seuil, 1991.
- GALLAND, O., *Les jeunes*. Paris, La Découverte, 1996.
- GAUDEZ, P., *Les étudiants*. Paris, Julliard, 1961.
- HAMON, H.; ROTMAN. P., *Génération 2: les années de poudre*. Paris, Seuil, 1988.
- HARTMAN, C., *Histoire de la jeunesse étudiante chrétienne*. Paris, 1987.
- KENISTON, K., *Young radicals. Notes on Committed youth*. New York, Harcourt Brace, 1968.
- LA FOURNIÈRE, M.; DE BORELA, F., *Le syndicalisme étudiant*. Paris, Seuil, 1957.
- LHAIK, C., *Les étudiants communistes et la guerre d'Algérie*. Paris, IEP, 1978.
- LEFÈVRE, J-F., *L'Union Nationale des Étudiants de France depuis 1945*. Paris, IEP, 1958.
- MANN, P. (1991): *L'action collective. Organisation et mobilisation des minorités actives*. Armand Colin, Paris.
- MAUPEOU-ABBOUD, N., *Ouverture du ghetto étudiant*. Paris, Anthropos, 1974.
- MONCHABLON, A., *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*. Paris, PUF, 1983.
- MORIN, E., et al., *Mai 68: la brèche*. Paris, Fayard, 1968.
- MORIN, E., "Culture adolescente et révolte étudiante". *Annales*, 3, 1969.
- NEVEU, E., *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, La Découverte, 1996.
- OFFERLÉ, M., *Sociologie des groupes d'intérêts*. Paris, Monchrétien, 1994.
- PASSERON, J-C., "1950-1980: l'Université mise en question: changement de décor ou changement de cap?". in Verger. J., *Histoire des universités en France*. Paris, Privat, 1986.

- PERRINEAU, P., *L'engagement politique. Déclin ou mutation?* Paris, Presses de la FNSP, 1994.
- SABOT, J-Y., *Le syndicalisme et la guerre d'Algérie. L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite*. Paris, L'Harmattan, 1995.
- SCHIFRES, A., *Aspects politiques du syndicalisme étudiant depuis 1945*. Paris, Sciences Politiques, 1963.
- TOURAINÉ, A., *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 68*. Paris, Seuil, 1968.
- TOURAINÉ, A., et al., *Lutte étudiante*. Paris, Seuil, 1978.
- URTEAGA, E., "Mobilizazio teoria soziologiko berri baten zirriborroa". Bilbo, *Giza eta Gizarte Zientzien Aldizkaria: Uztaro*, 1995, 21 zenb., 113-140 orr.
- URTEAGA, E., "Iparraldeko mugimendu antimilitaristaren sorrera: baldintzak eta aktore kategoriak". Bilbo, *Soziologia eta Zientzia Politikoen Euskal Aldizkaria: Inguruak*, 1998, 21 zenb., 177-200 orr.
- URTEAGA, E., "Ikasle militanteen esperientzia". Bilbo, *Giza eta Gizarte Zientzien Aldizkaria: Uztaro*, 1998, 26 zenb., 65-79 orr.
- URTEAGA, E., *Les militants étudiants*. Zarautz, Dakit-Jakin, 2002.
- WEILL, C.; COHEN, Y., "Les mouvements étudiants: une histoire en miettes?". *Le Mouvement Social*, 1982.
- WINOCK, M., *La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques 1871-1968*. Paris, Calmand-Lévy, 1986.